

# CRISE DE LA GLOBALISATION ET MUTATIONS DU CAPITALISME

Jean-Luc Gaffard



# SciencesPo

## EDITORIAL BOARD

**Chair: Xavier Ragot** (Sciences Po, OFCE)

**Members: Jérôme Creel** (Sciences Po, OFCE), **Eric Heyer** (Sciences Po, OFCE), **Sarah Guillou** (Sciences Po, OFCE), **Xavier Timbeau** (Sciences Po, OFCE), **Anne Epaulard** (Sciences Po, OFCE).

## CONTACT US

OFCE  
10 place de Catalogne | 75014 Paris | France  
Tél. +33 1 44 18 54 24  
[www.ofce.fr](http://www.ofce.fr)

## WORKING PAPER CITATION

This Working Paper:  
Jean-Luc Gaffard,  
Crise de la globalisation et mutations du capitalisme,  
*Sciences Po OFCE Working Paper*, n° 17/2025.  
Downloaded from URL: [www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2025-17.pdf](http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2025-17.pdf)  
DOI - ISSN

## ABOUT THE AUTHORS

Jean-Luc Gaffard, Université Côte d'Azur, GREDEG-CNRS, OFCE-Sciences-Po, Institut Universitaire de France.  
Email Address: [jl.gaffard48@gmail.com](mailto:jl.gaffard48@gmail.com)

## RESUME

L'ouverture des échanges, que l'on désigne par globalisation à l'échelle internationale, est une condition de la création de richesses et de l'amélioration des niveaux de vie. Elle ne se déroule pas sans heurts, notamment sans la formation d'excédents et de déficits commerciaux plus ou moins durables. Le déroulé des événements, possiblement chaotique, dépend de la forme sociale que revêt le capitalisme. Récemment, les failles du néo-libéralisme, qui ont engendré une succession de crises, ont ouvert la voie à un néo-mercantilisme conduit par des États instrumentalisés par des entreprises multinationales qui entendent s'affranchir de toutes les normes, au risque de fragmentations et de la multiplication des conflits. Éviter un tel enchaînement catastrophique requiert de s'enquérir de la possibilité de résurgence du libéralisme social à même de garantir la viabilité de l'évolution et dont l'Europe pourrait être un lieu privilégié.

## MOTS CLES

Globalisation, libéralisme, mercantilisme, temps pour construire.

## ABSTRACT

The opening up of trade, known internationally as globalization, is a necessary condition for the creation of wealth and the improvement of living standards. It is not a smooth process, however, and one that involves the creation of trade surpluses and deficits of varying lengths. The course of events, possibly chaotic, depends on the social form capitalism takes. Recently, the flaws of neo-liberalism, which have led to a succession of crises, have paved the way for a neo-mercantilism led by states instrumentalized by multinational companies that intend to free themselves from all norms, at the risk of fragmentation and the multiplication of conflicts. If we are to avoid such a catastrophic chain of events, we need to investigate the possibility of a resurgence of social liberalism, which would guarantee the viability this evolution, and of which Europe could be a privileged place.

## KEYWORDS

Globalization, liberalism, mercantilism, time to build.

## JEL

F13, O38, O43, P16.



# Crise de la globalisation et mutations du capitalisme\*

Jean-Luc Gaffard\*\*

« Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déçues, les techniques devenues folles, les dieux morts et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne savent plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression, cette génération a dû elle-même et autour d'elle, restaurer à partir de ses seules négations, un peu de ce qui fait la dignité de vivre et de mourir ». (Albert Camus, *Discours de Suède*, 1958).

## Résumé

*L'ouverture des échanges, que l'on désigne par globalisation à l'échelle internationale, est une condition de la création de richesses et de l'amélioration des niveaux de vie. Elle ne se déroule pas sans heurts, notamment sans la formation d'excédents et de déficits commerciaux plus ou moins durables. Le déroulé des événements, possiblement chaotique, dépend de la forme sociale que revêt le capitalisme. Récemment, les failles du néo-libéralisme, qui ont engendré une succession de crises, ont ouvert la voie à un néo-mercantilisme conduit par des États instrumentalisés par des entreprises multinationales qui entendent s'affranchir de toutes les normes, au risque de fragmentations et de la multiplication des conflits. Éviter un tel enchaînement catastrophique requiert de s'enquérir de la possibilité de résurgence du libéralisme social à même de garantir la viabilité de l'évolution et dont l'Europe pourrait être un lieu privilégié.*

Mots clés : Globalisation, libéralisme, mercantilisme, temps pour construire.

## Abstract

*The opening up of trade, known internationally as globalization, is a necessary condition for the creation of wealth and the improvement of living standards. It is not a smooth process, however, and one that involves the creation of trade surpluses and deficits of varying lengths. The course of events, possibly chaotic, depends on the social form capitalism takes. Recently, the flaws of neo-liberalism, which have led to a succession of crises, have paved the way for a neo-mercantilism led by states instrumentalized by multinational companies that intend to free themselves from all norms, at the risk of fragmentation and the multiplication of conflicts. If we are to avoid such a catastrophic chain of events, we need to investigate the possibility of a resurgence of social liberalism, which would guarantee the viability this evolution, and of which Europe could be a privileged place.*

Key words: Globalization, liberalism, mercantilism, time to build.

JEL codes: F13, O38, O43, P16.

---

\* Communication au congrès national des sociétés historiques et scientifiques, *Reconstruire, Réformer, Refonder*, Table ronde *Fragmentation, Conflictualité, Dérégulation : Peut-on refonder la mondialisation et comment ?* Orléans 15 avril 2025. Je remercie pour leurs suggestions, commentaires et encouragements Mario Amendola, Pierre Dockès, Jean-Pierre Leruez, Gilles Martin, Jean-Paul Pollin, Francesco Saraceno.

\*\* Université Côte d'Azur, GREDEG-CNRS, OFCE Sciences-Po, Institut Universitaire de France.

## 1. Introduction

La mission que reconnaissait Albert Camus à sa génération est de nouveau à l'ordre du jour. Les efforts consentis par cette dernière au sortir de la Deuxième Guerre mondiale semblent avoir été anéantis au fil des années qui ont vu se détricoter le libéralisme social. Les crises qui se succèdent depuis le début des années 2000 en sont la sanction, une sanction qui exige que l'on revisite l'analyse économique.

Pendant les « Trente Glorieuses », le libéralisme social, nouvelle forme prise par le capitalisme, a été le garant de la stabilité économique, de la cohésion sociale et de la croissance dans le cercle restreint des pays du monde occidental à la fois isolé du monde communiste et soumis à son influence politique l'entraînant à satisfaire les revendications ouvrières.

La donne géopolitique s'est profondément transformée à la suite de la chute du communisme soviétique avec une double irruption, celle de grandes entreprises multinationales porteuses d'une économie globalisée, celle des pays émergents, au premier rang desquels la Chine, dont la croissance a reposé sur les exportations. Cette nouvelle donne, avant tout caractérisée par la libération généralisée des mouvements de biens, de personnes et de capitaux, ne pouvait aller sans conflits et vraisemblablement sans crises aussi bien internes qu'internationaux.

Ces conflits sont dans la nature des sociétés et économies industrielles de marché soumises intrinsèquement à des changements structurels récurrents, toujours engagées sur des chemins de transition, et sans cesse confrontées à des défaillances de coordination entre leurs acteurs (Gaffard 2023). Le capitalisme apparaît alors comme « une forme sociale éminemment paradoxale (...) une forme où la société se défait par la dynamique même qui est supposée garantir son effectuation et sa consolidation, c'est-à-dire par l'accroissement, la spécialisation et l'extension de la division du travail » (Karsenti 2013 p. 268). Il évolue à mesure que son rapport au temps change (Dockès 2017). Ses visages multiples sont autant de réponses aux ruptures provoquées, oscillant entre les différentes variantes du libéralisme et les dérives autoritaires. Le libéralisme social a été l'une de ces variantes. La question est aujourd'hui de savoir si cette forme de capitalisme historiquement datée est hors de portée en même temps que l'utopie du marché autorégulateur s'effondrait ? Ou faut-il continuer à y voir une alternative dont l'Europe pourrait se saisir ?

## 2. Avantages et heurts de la globalisation

Le développement des échanges a toujours été au centre de la vie humaine et a répondu à des opportunités nées d'une multitude d'avancées techniques. Il faut, toutefois, convenir que la Révolution Industrielle a constitué un tournant majeur. Celle-ci est, certes, le fruit du progrès des connaissances scientifiques et techniques incarné par les Lumières Européennes (Mokyr, 2017), mais aussi et surtout du surgissement d'une forme d'organisation de l'activité économique, l'*organisation industrielle*, qui ouvre la voie à une exploitation de ces connaissances (Smith, 1776). Le propre de cette organisation est de réduire drastiquement, dans la conduite des processus de production, l'oisiveté (le temps mort) des machines et des hommes grâce à la spécialisation et à la division du travail et de permettre ainsi une forte hausse de la productivité du travail (Georgescu-Roegen, 1971). Il est aussi de rendre rentable la mise en œuvre de nouveaux outils, de susciter la nouveauté, de faire surgir de nouvelles technologies et de nouvelles préférences. Il est de faire du développement – de la quête spontanée et discontinue de la nouveauté – la clé de la croissance (Schumpeter 1934). Il est, enfin, de provoquer une rupture de nature anthropologique. Si, jusque-là, la nature était peu ou pas affectée par l'action humaine, avec la Révolution industrielle l'homme a acquis la capacité d'agir sur la nature. « Si en déclenchant des processus naturels, nous avons commencé d'agir *dans* la nature, nous avons manifestement transporté l'imprévisibilité qui nous est propre dans le domaine même que nous

pensions régi par des lois inexorables » (Arendt, 1968, p. 83). Il ne pouvait en résulter qu'une nouvelle remise en cause des manières de produire et de consommer.

Avec cette forme d'organisation de l'activité économique, les gains de productivité sont obtenus moyennant une forte augmentation des volumes produits<sup>1</sup>. Aussi ne peut-elle prévaloir sans une augmentation significative de la taille de la demande sous la forme de la création de marchés à l'exportation, aujourd'hui comme hier, et de marchés intérieurs stimulés par les hausses de salaires consenties au terme de conflits sociaux. Autant dire que la globalisation des échanges à l'échelle de la planète est une réponse à des rendements d'échelle croissants (et non simplement à des avantages comparatifs). Cette articulation entre la mise en œuvre d'une organisation industrielle et l'extension des échanges, et non l'avancée des connaissances *per se*, est la véritable source des innovations porteuses d'une croissance économique forte et, progressivement, à mesure des avancées sociales, d'une amélioration générale des conditions et du niveau de vie. Elle va de pair avec une exploitation, à une échelle toujours plus élevée, des ressources naturelles.

Pour autant, cette évolution ne va pas sans heurts. Elle relève d'un processus de *destruction créatrice* (Schumpeter 1942). L'offre ne crée pas sa propre demande. Des activités sont détruites, d'autres sont créées non sans que surgissent des déséquilibres entre offre et demande en cours de route qui se traduisent, au moins temporairement, par des chutes de revenus et d'emplois du fait de la conjonction de l'*irréversibilité* des investissements hérités du passé et de l'*incertitude* quant au futur des technologies et des préférences. Des fluctuations plus ou moins fortes tiennent fondamentalement au temps requis pour construire des capacités de production le plus souvent inutilisables pour un autre objet que celui pour lequel elles ont été conçues (Hicks 1973). Dès lors, il ne suffit pas d'énoncer les avantages ultimes d'une extension des échanges, les propriétés d'une globalisation accomplie. Il ne suffit pas non plus de s'en tenir à une nécessaire redistribution *ex post* entre gagnants et perdants de la globalisation sans s'interroger sur la *forme sociale* dominante. Il faut analyser un chemin dont le point d'arrivée n'est pas déterminé *a priori*, identifier l'enchaînement des déséquilibres (Amendola & Gaffard 1988, 1998, 2006) y compris, bien sûr, ceux propres au commerce international<sup>2</sup>. De fait, la globalisation n'est pas un état indiquerait des données présumées techniques sur le volume des échanges. Elle est, en elle-même, un processus de destruction créatrice dont la conduite requiert une coordination de nature nécessairement institutionnelle qui n'a rien d'immuable.

À défaut de prétendre s'affranchir de l'irréversibilité et l'imprévisibilité, les économies de marché, intrinsèquement *instables*, peuvent faire valoir une *capacité de résilience* qui tient à la nature des institutions qui les structurent (Amendola & Gaffard 1988, 1998, 2006 ; Gaffard 2023). Sans doute, « le fait d'avoir institutionnalisé le processus de transformation économique et politique sans fin, hors de l'équilibre, a été une réussite vraiment incroyable du système économique moderne. Ce système (...) permet une explosion de productivité en dépit des paroxysmes de l'inflation, de la faillite et du chômage. Il surmonte les coûts sociaux (...) grâce

---

<sup>1</sup> La croissance est le résultat d'un processus cumulatif endogène qui fait dépendre les rendements croissants de l'extension des marchés et l'extension des marchés des rendements croissants. Cette analyse de la nature du phénomène de croissance, établie par Smith (1776) en termes d'interaction entre division du travail et extension des marchés, est développée par Young (1928) et Kaldor (1972) (voir Gaffard 2012 p. 68-71).

<sup>2</sup> La théorie ricardienne des avantages comparatifs repose sur des hypothèses contestables à commencer par l'hypothèse de rendements constants. Certes, si les rendements d'échelle sont croissants, des gains mutuels restent possibles à l'équilibre en situation de concurrence monopolistique (Krugman 1979). Mais il est vraisemblable que de tels rendements créent des situations de monopole et l'apparition de gagnants et de perdants dans l'échange international (Gomory & Baumol 2000). Aussi faut-il envisager une reformulation de la théorie du commerce international qui permette d'analyser les effets conjoints *dans le temps* de rendements d'échelle croissants et de la rigidité des facteurs de production révélant que créations et destructions de capacités de production et d'emplois ne s'équilibrent, ni instantanément, ni nécessairement.

à des mécanismes spécifiques qui finissent par restaurer les opportunités » (Day 1995 p. 1482). De fait, les *formes sociales* prises par le capitalisme ont dû elles-mêmes évoluer à mesure que les crises sont survenues et que le débat de théorie économique s'est poursuivi (Dockès 2017, 2019, Gaffard 2023). La globalisation des échanges épouse cette évolution institutionnelle. Ce qu'elle a été après 1975 n'est pas ce qu'elle a été entre 1945 et 1975 et n'est plus ce qu'elle est en train de devenir (Amendola, Gaffard 2018).

### 3. La nouvelle rupture

La forme sociale prise par le capitalisme au cours des cinquante dernières années, dont rend compte la doctrine néo-libérale et qui devait se traduire par une globalisation heureuse, s'est heurtée à une succession de crises (Dockès 2019, Stiglitz 2002, 2008, 2024).

Les conditions de la globalisation telles qu'elles sont apparues au début des années 1970 sont au cœur de ces crises<sup>3</sup>. Les États ont perdu leur capacité régulatrice et ont vu leurs politiques de l'emploi et du revenu subordonnées à l'objectif de libéralisation des échanges et contraintes par les mouvements de capitaux. Les grandes entreprises se sont affranchies des régulations nationales, ont fait jouer la concurrence entre les systèmes fiscaux et sociaux, ont procédé à la fragmentation internationale de leurs processus de production qui a démultiplié les échanges de biens. Elles n'ont plus considéré les salaires versés dans leurs pays d'origine comme une composante essentielle de leur marché. De quelque manière, elles sont revenues sur l'idée que les salaires étaient une composante essentielle de la demande en tirant avantage de coûts salariaux très bas dans les pays en développement sans considération pour les conditions de travail et les niveaux de vie.

La liberté des mouvements de capitaux et les modes de gouvernance des entreprises ont rendu les actionnaires tout-puissants au point d'imposer des comportements qui ont privilégié la réalisation de profits immédiats. Il en est résulté des destructions d'emplois, un creusement des inégalités, une montée de la précarité, des excédents ou déficits commerciaux devenus durables, une désindustrialisation dans nombre de pays développés, un retour des crises financières qui témoignent des impasses dans lesquelles a conduit la globalisation dans sa forme progressivement imposée depuis la fin des années 1970. Loin de l'émergence vantée d'une société ouverte et égalitaire, ce sont des sociétés fragmentées qui ont vu le jour.

Les grandes entreprises ont perdu leur caractère de *coalition politique* (entre managers, banquiers ou actionnaires, salariés) dont la stratégie reposait sur la conciliation d'intérêts différents qu'elles avaient pu acquérir pendant les « Trente Glorieuses » (March 1962, Galbraith 2008, Shonfield 1965). Une fois le pouvoir passé des organisations ainsi conçues aux individus, la nouvelle classe d'oligarques rêve de s'emparer des leviers de l'État à son seul bénéfice (Galbraith 2008.). Elle y parvient dans certaines circonstances dont la plus récente est l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump aux États-Unis.

La fraction de la population bénéficiaire de la globalisation n'accepte plus de financer les transferts en faveur du reste de la population, participant ainsi de la création d'une *fracture territoriale* au sein de différents pays. La coopération entre égaux en droit cède devant la lutte de tous contre tous.

Le processus de globalisation a sapé les modèles sociaux, qui s'étaient édifiés dans les différentes nations. Il s'inscrit dans un contexte où l'*universalisme* abstrait de l'égalité des droits et des devoirs cède devant l'affirmation d'identités multiples et constitue un renoncement à la citoyenneté sociale qui « avait été un moyen de subsumer ces identités plurielles par de

---

<sup>3</sup> Le terme globalisation, issu de l'anglais, est retenu ici. Il est entendu ici comme un système institutionnel, celui qui s'est imposé à compter des années 1970. Pour désigner un autre système institutionnel, certains sont enclins à utiliser le terme mondialisation, issu du français (Supiot 2019).

puissants mécanismes de solidarité qui engageaient tous les hommes et les femmes d'un même territoire dans une communauté de destin » (Supiot 2013 p. 52). Il s'en est suivi que « la revendication de justice tend à changer de base ; elle ne se fonde plus sur une loi commune à tous les habitants d'un État, mais sur l'appartenance de chacun d'entre eux à des communautés transnationales ou infranationales, fondées sur la religion, la couleur de peau, l'orientation sexuelle, l'identité régionale, l'origine ethnique, le genre, etc. » (*ibid.*, p. 53).

Un *capitalisme autoritaire* est la voie dans laquelle peuvent s'engager des sociétés de marché fragilisées par la dissolution des anciennes appartenances et frappées par la montée du populisme. « Le populisme, c'est le peuple convoqué ou invoqué, ce n'est pas le peuple consulté, le peuple analysé, ou le peuple se reprenant dans sa composition interne, en tant que société politique d'un certain type. C'est le peuple massifié, précipité, condensé éventuellement dans son leader, qui le présentifie plutôt qu'il ne le représente » (Karsenti 2019). Il s'inscrit en réaction aux dislocations nées de la « modernité », aux délitements des anciens collectifs, à rebours de la reconnaissance des intelligences collectives permettant de dégager de nouvelles formes de solidarité, de nouvelles normes collectives. De l'association entre capitalisme autoritaire et populisme procèdent à la fois un déni de la démocratie libérale et la reconnaissance d'une assignation à des appartenances identitaires conduisant à nier le principe d'universalité au cœur du libéralisme social. La liberté politique ou plutôt la démocratie libérale n'est plus associée à la liberté économique. L'autoritarisme politique, parfois habillé en démocratie limitée ou « illibérale », est désormais admis comme moyen d'imposer la liberté économique<sup>4</sup>.

#### 4. La nouvelle confrontation

L'édifice fantasmé, celui de la fin de l'histoire et de la globalisation heureuse, est entré en crise dès le début des années 2000, mettant en doute la pertinence de la doctrine néo-libérale. Le retour de la compétition entre les États-nations, le vacillement de l'idée de progrès, la remise en cause des institutions démocratiques sont les marqueurs d'une situation qui a les traits de la crise du libéralisme observée au tournant du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle (Gauchet, 2007). Aujourd'hui comme hier, « le capitalisme et l'industrialisme ne tendent pas à ramener la politique dans les étroites limites de « l'administration des choses », comme on avait pu le croire un instant, mais ils réveillent le politique, à l'opposé, dans ses aspects les plus traditionnels » (*ibid.* p. 213). En d'autres termes, l'illusion se dissipe de voir des règles dictées par la théorie économique (assimilables à des lois naturelles) se substituer à des choix politiques. Le propos, en l'occurrence, n'est pas de dénoncer un retour du politique, mais de craindre que ne prévale, aujourd'hui comme hier, un autoritarisme ouvrant la porte à la négation de l'État de droit.

Cette nouvelle crise du libéralisme est porteuse d'une confrontation entre deux formes sociales du capitalisme : le *néo-mercantilisme* et un *libéralisme social* renouvelé. Les déséquilibres provoqués par le néo-libéralisme (y compris dans les relations économiques internationales) peuvent engendrer d'autres tout aussi inquiétants à moins de donner lieu non pas tant à la compensation des perdants qu'à une révision drastique de la théorie et de la politique économiques. Des crises issues du néo-libéralisme, peuvent naître de nouvelles mutations

---

<sup>4</sup> L'idée de séparer la liberté politique de la liberté économique, voire de faire de la liberté politique un obstacle à la liberté économique, est développée par des économistes formés à Chicago par Milton Friedman qui n'hésitent pas à justifier la dictature militaire au Chili. Dans le même ordre d'idées, pour certains économistes, la démocratie serait un luxe réservé aux pays les plus riches. « Les places riches consomment davantage de démocratie, parce que ce bien est désirable en soi et même si l'accroissement des libertés politiques peut avoir un effet modérément défavorable sur la croissance. Fondamentalement, les pays riches peuvent se permettre une réduction du taux de progrès économique » (Barro 1996 p. 24). Sur ce sujet, voir Fitoussi (2004)

institutionnelles périlleuses à moins que ne puisse resurgir une forme sociale à même d'apaiser les tensions.

Le néo-mercantilisme signe un retour avoué d'un État qui, d'une part, s'engage dans la recherche des excédents commerciaux et dans le contrôle des ressources primaires à l'échelle de la planète, d'autre part, devient l'instrument de grandes entreprises multinationales en fait d'une oligarchie qui entend échapper à toutes les normes et exercer un pouvoir politique. Une économie de *prédation* et de *rente* s'installe dans laquelle la concurrence n'a plus cours en théorie comme en pratique. Les entreprises entendent bénéficier d'une abolition des réglementations et des normes dont témoignent déjà le développement de zones économiques spéciales un peu partout dans le monde (Slobodian 2024). Dans les relations commerciales internationales, il n'est plus question de rechercher des avantages mutuels mêmes inégaux, mais de valider un principe de *somme nulle*, de *guerre commerciale* visant l'appropriation de ressources rares caractéristique d'un *capitalisme de la finitude* (Orain 2024). La globalisation change de nature avec la montée des conflits entre États qui va de pair avec l'irruption d'oligopoles sinon de monopoles tant il est vrai que les États et les grandes entreprises s'appuient mutuellement pour atteindre leurs objectifs respectifs.

Le néo-mercantilisme relève d'une *action politique* qui flatte les revendications populistes, non sans conserver un modèle social ultra-libéral, au détriment de la démocratie politique et de la démocratie sociale. Il prend la forme de l'autoritarisme ou d'une démocratie dite illibérale qui ont en commun d'écarter le Parlement et les corps intermédiaires des processus de décision. Il n'est guère différent de la stratégie développée par la Chine et ouvre la voie à la renaissance et à la confrontation des empires.

À l'opposé, le libéralisme social<sup>5</sup>, tel qu'il a été expérimenté dans le cercle restreint des économies occidentales développées, au cours de trois décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, fait place à une intervention publique en reconnaissant le rôle spécifique de régulation de l'État sans pour autant méconnaître l'importance des mécanismes de marché.

L'une des dimensions de cette régulation est de promouvoir une ouverture progressive des échanges internationaux soumise à des négociations interétatiques et subordonnée aux objectifs internes de croissance et d'emploi.

Le libéralisme social est indissociable de la démocratie, la *démocratie politique* mais aussi la *démocratie sociale*, dont la fonction de garantir l'acceptation de vivre ensemble, le partage d'un même récit et finalement la *viabilité* de l'évolution. Il repose sur la confiance dans le jeu des intelligences collectives qui, au niveau des organisations comme de l'État, produit des compromis entre intérêts potentiellement divergents.

Un tel libéralisme, *radical* au sens de Dewey (1935), « ne peut plus se contenter, comme l'a longtemps cru la social-démocratie et comme le croient encore les partisans du 'social-libéralisme', de simplement réguler les abus du capitalisme, mais où il doit bien plutôt reconstruire *collectivement* et *à la racine* le cadre institutionnel servant de base à l'organisation économique et cognitive » (Stiegler 2019 p. 146)<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Au moment de la grande crise des années 1930, des économistes font référence à un néo-libéralisme ou de manière équivalente à un libéralisme social pour signifier leur désaccord, d'une part, avec le libéralisme classique (le laisser-faire), d'autre part, et le socialisme centralisateur et planificateur. Keynes (1939) retient l'expression de socialisme libéral. Voir à ce propos Audier (2012) et Canto-Sperber et alii (2003).

<sup>6</sup> Une démarche voisine est proposée par Stiglitz (2024) qui appelle de ses vœux la formation d'un capitalisme progressiste (ou d'une social-démocratie régénérée).

## 5. Quelle globalisation ?

Comme nous l'avons souligné, la globalisation épouse la forme sociale prise par le capitalisme. Elle ne peut qu'être différente suivant que la voie suivie est celle du mercantilisme ou celle du libéralisme social. La lecture que l'on a de l'une comme de l'autre est articulée autour de la question de l'instabilité inhérente des économies de marché et de leur capacité de résilience.

Le néo-mercantilisme est l'affirmation par certains États de leur décision d'obtenir des excédents commerciaux et de contrôler les ressources primaires. Il vise une partition de l'espace économique mondial en plusieurs empires. Les grandes entreprises sont dans la situation à la fois de rechercher l'appui des États et de s'affranchir de toute réglementation.

La guerre commerciale qui en découle a tous les attributs d'une thérapie de choc en se traduisant notamment par de fortes variations des droits de douane et donc des prix, qui créent une incertitude dommageable à l'investissement. Elle ne peut qu'engendrer des chutes de revenus et d'emplois qui touchent, bien qu'à des degrés divers, tous les pays et tous les groupes sociaux, au point de bouleverser les structures de l'offre comme de la demande. Elle ne peut que susciter conflits et chaos, *rétrécissement de l'horizon temporel* des décideurs et empêchement de toute stratégie d'innovation faute pour tous les décideurs concernés de pouvoir avoir un récit commun sur le déroulement des événements à venir.

En revanche, le libéralisme social, bien que sa mise en œuvre puisse apparaître difficile sinon utopique, continue d'avoir un sens en ce qu'il constitue une forme sociale susceptible de garantir la *stabilité* économique et la *cohésion* sociale d'une économie soumise par nature à des changements qualitatifs récurrents, que Schumpeter dénomme le développement. Il repose sur des arbitrages entre intérêts distincts, au sein des entreprises entre capital et travail, entre les entreprises, au sein de chaque pays, entre les pays, entre les groupes sociaux, qui sont le moyen de répondre à des défis communs, le défi social et le défi environnemental. Ces arbitrages n'ont d'autre but que de fixer des limites à chacune des parties au débat pour préserver la viabilité de des changements structurels inévitables.

Le libéralisme social se décline au niveau de l'entreprise qui prend la forme d'une *coalition politique* entre ses différentes parties prenantes dont l'objectif est de permettre à ses différents acteurs de s'engager à long terme. Cela signifie qu'elle dispose d'un *capital patient* (Mayer 2013) et qu'elle propose des emplois durables source d'*apprentissage*. Cela signifie aussi que se nouent entre entreprises concurrentes comme complémentaires des connexions de marché qui leur permettent de se coordonner pour faire face à la durée de gestation des investissements en avenir incertain et qui doivent être validées par les autorités de la concurrence (Richardson 1960).

Les relations économiques internationales relèvent de coopérations mutuellement avantageuses. Dans cette perspective, chaque État-nation se garde de mettre en œuvre des politiques de compétitivité au détriment des autres, qui se traduisent finalement par une précarité accrue au sein des classes populaires, un creusement des inégalités et l'affaiblissement des capacités d'innovation et de croissance. Ce qui n'empêche pas les uns et les autres de jouer un rôle essentiel dans la conduite de la globalisation en étant les pourvoyeurs des biens publics – du respect de la loi à la stabilisation macroéconomique – qui sont nécessaires au bon fonctionnement des marchés (Rodrik 2017). Il y a à cela une condition, que les niveaux de développement convergent afin que les échanges extérieurs soient progressivement équilibrés<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> « La libéralisation totale des échanges, écrit Allais, n'est possible que dans le cadre d'ensembles de pays économiquement et politiquement associés, de développement économique et social comparable, et s'engageant réciproquement à ne prendre aucune décision unilatérale, tout en assurant un marché suffisamment large pour que la concurrence puisse s'y effectuer de façon efficace et bénéfique » (Allais 2002 p. 77). De fait, les avantages

L'enjeu n'est rien moins que de réconcilier la démocratie et la cohésion sociale avec l'extension des échanges grâce à des régulations portées en commun et en faisant en sorte que les arrangements globaux permettent aux États-nations de mieux remplir leur fonction régulatrice au lieu de les affaiblir, à la manière dont l'ont permis les accords de Bretton Woods avant qu'ils ne soient dénoncés (Rodrik 2011). L'option de subordonner la globalisation à l'exercice de la démocratie et de la souveraineté nationale, de concevoir ainsi des souverainetés partagées reste la seule réellement acceptable du point de vue du bien commun.

À l'encontre de l'injonction d'adaptation rapide et brutale, d'une thérapie de choc, véhiculée par l'idéologie néo-libérale mais dont relèvent aussi le néo-mercantilisme et son cortège de mesures brutales de rétorsion, le libéralisme social est un plaidoyer en faveur d'ajustements *lents et graduels* rendus possibles par des mécanismes institutionnels favorisant des engagements à long terme, seuls à même d'éviter instabilité et chaos. Ce gradualisme est une forme de protectionnisme éducateur qui préserve un espace de négociation tout en permettant que soient pris en considération les coûts non immédiatement recouvrables des nouveaux investissements, le cas échéant au moyen d'aides directes aux entreprises<sup>8</sup>. L'objectif est de préserver les capacités de développement industriel sans porter atteinte à la poursuite de l'ouverture à l'échange international de biens et de services, mais en laissant ouverte la possibilité de contrer toute forme de dumping fiscal ou social<sup>9</sup>.

## 6. L'hypothèse européenne

L'Europe a été, depuis cinquante ans, le terrain de jeu privilégié de la doctrine néo-libérale. Elle pourrait redevenir un lieu d'expérimentation des nouvelles solidarités au cœur du libéralisme social, des solidarités dont l'enjeu est de se prémunir contre des fluctuations incontrôlables de l'activité économique et de contrarier le programme populiste repris dans l'agenda des tenants du néo-mercantilisme. Elle serait une Europe de coopération entre États-nations et de souveraineté partagée. Cette option de type confédéral – en d'autres temps, appelée Europe des nations – reflète la diversité des réalités historiques et culturelles sans sacrifier à l'objectif commun qui est néanmoins de promouvoir un choix politique là où il n'y avait, en principe, que des buts économiques.

La brutale augmentation des droits de douane imposée par l'administration américaine de Trump est illustrative du dilemme auquel sont confrontés les États européens, réagir individuellement ou collectivement, avec la même brutalité ou en essayant de ménager un espace de négociations multilatérales.

Le décrochage économique constaté vis-à-vis des États-Unis (Draghi 2024), la crise écologique et le défi sécuritaire résultant de la nouvelle donne géopolitique, que partagent tous les États européens pourraient être l'aiguillon d'une réponse commune.

---

mutuels à l'échange ne sont pérennes qu'en l'absence d'effets dynamiques qui creusent l'écart entre les performances des uns et des autres, notamment l'existence de rendements d'échelle croissants. Ce qui justifie des formes de protectionnisme éducateur.

<sup>8</sup> Un exemple récent de ce type d'aides est l'*Inflation Reduction Act* promulgué aux États-Unis par l'administration Biden.

<sup>9</sup> Le débat relève de la théorie du commerce international qui devrait mettre l'accent sur la nature conflictuelle des échanges commerciaux internationaux et concevoir les conditions pour en prévenir les dérapages, lesquelles relèvent des mécanismes de négociation internationale, de fonctionnement des marchés et d'organisation des entreprises. Si la difficulté est bien, comme souligné plus haut, de maintenir ou de retrouver un relatif équilibre des échanges commerciaux internationaux, alors que des changements de distribution spatiale des industries liés à la globalisation créent des distorsions, ce n'est pas en renforçant les droits de douane qu'elle sera résolue, mais en réalisant des investissements dont la gestation prend du temps (voir Gaffard 2012 p. 187-191).

Cette réponse vise en tout premier lieu la constitution de marchés de biens, de services et du travail d'une taille suffisante (Draghi 2024, Letta 2024). La poursuite de cet objectif mobilise de multiples canaux : l'organisation du système financier privilégiant un capital patient (et pas seulement l'unification des marchés de capitaux), l'établissement de règles de la concurrence faisant place à des relations de coopération préservant les capacités d'innovation, la définition de programmes publics, scientifiques et technologiques, « mission oriented » visant, notamment, l'autonomie énergétique, l'établissement de règles commerciales protectrices incluant l'édiction de normes environnementales et sociales. Il s'agit de faire en sorte que la réduction des contraintes d'offre et le renforcement des demandes domestiques européennes aient pour effet de réduire les dépendances vis-à-vis de l'extérieur sans pour autant accroître les barrières commerciales tarifaires.

L'enjeu, à l'échelle européenne, de cet ensemble de politiques est de promouvoir un mode de gouvernance des entreprises qui fasse place à la convergence des intérêts des différentes parties prenantes dans la conception et l'exécution des plans d'investissement en capital physique et humain, tangible et intangible et soit susceptible de garantir une compétitivité à long terme de ces entreprises.

Assurément la voie est étroite dans le nouveau contexte caractérisé par le retour de visées impériales. Elle semble relever de l'utopie. Mais à défaut l'Europe serait ramenée à une constellation d'États soumis à l'un ou l'autre des empires qui l'entourent.

Emprunter cette voie se heurte à l'hétérogénéité des situations nationales en termes de fiscalité, de dette publique, et de dépendance extérieure. Une évolution des institutions et politiques européennes est nécessaire. Le propos n'est pas d'engager l'Europe à devenir une puissance impériale. Mais il est néanmoins de reconnaître la nécessité de choix politiques communs impliquant de modifier les procédures de décision, notamment en substituant des majorités qualifiées à l'unanimité, plus sûrement peut-être en établissant des partenariats à géométrie variable suivant les sujets traités permettant à chaque État membre d'aller à son rythme.

Si le politique est de retour, encore faut-il que les hommes politiques abandonnent la doxa néolibérale en matière d'analyse économique ce dont on sait la difficulté. Keynes (1936) n'écrivait-il pas, en conclusion de *La Théorie Générale*, que « les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé », ajoutant un peu plus loin que « ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal ».

## **7. Conclusion**

La tension entre l'ancien et le nouveau est au cœur des changements structurels dont relève la globalisation que connaissent les économies industrielles de marché. « Du point de vue de l'homme, qui vit toujours dans l'intervalle entre le passé et le futur, le temps n'est pas un continuum, un flux ininterrompu, il est brisé au milieu, au point où « il » se tient ; et « son » lieu n'est pas le présent tel que nous le comprenons habituellement mais plutôt une brèche dans le temps que « son » constant combat, « sa » résistance au passé et au futur fait exister (...) L'insertion de l'homme qui brise le continuum ne peut que faire dévier les forces, bien que légèrement, de leur direction initiale, et si tel était le cas, elles ne se heurteraient plus de front, mais se rejoindraient en biais » (Arendt, 1968, p. 21).

Cette brèche du temps, longtemps comblée par la tradition, est devenue un fait politique. « Que cette tradition se soit usée n'est secret pour personne. Lorsque le fil de la tradition se rompit finalement, la brèche entre le passé et le futur cessa d'être une condition particulière à la seule activité de la pensée et une expérience réservée au petit nombre de ceux qui faisaient de la

pensée leur activité essentielle. Elle devint une réalité tangible et un problème pour tous » (*ibid.* p. 25).

Le « il » que Hannah Arendt désigne ne peut être l'individu d'un libéralisme devenu négation de la démocratie. Ce sont les *intelligences collectives* au travers desquelles se tissent les *liens sociaux* qui comblent la brèche du temps.

Le propre de ces liens sociaux est de rendre possible des compromis entre des objectifs ou des intérêts divergents qui sont autant de limites fixées aux actions mises en œuvre. « La pensée grecque s'est toujours retranchée sur l'idée de limite. Elle n'a rien poussé à bout, ni le sacré, ni la raison. Elle a fait part du tout, équilibrant l'ombre par la lumière » (Camus 1948/2008 p. 597). C'est en s'en inspirant qu'il convient d'appréhender les phénomènes déstabilisants propres aux économies de marché et de formuler les réponses qui s'imposent.

Trop souvent, il est fait état de solutions simples dans leur énoncé qui reflètent la croyance en l'existence d'un état idéal atteignable dans les meilleurs délais grâce à la connaissance qu'en ont ceux que l'on peut qualifier d'experts. Les uns recommanderont d'appliquer sans tarder les règles qui rendent tous les marchés flexibles. Les autres confieront à l'État le soin de gérer l'ensemble des ressources. Dans un cas comme dans l'autre, une fin connue avec certitude justifie les moyens de l'atteindre quels que soient les déboires inévitables mais censés être occasionnels que leur utilisation engendre.

Tout autre est l'idée qu'il faut se garder de toute croyance *a priori* en l'existence d'un monde parfait dénué de conflits et de la tentation de sacrifier le court terme à un long terme idyllique. Elle irrigue des théories et des politiques économiques qui sont jugées à la lumière de leurs conséquences et qu'incarne le libéralisme social. L'enjeu est d'échapper à la rhétorique de l'urgence et du contrôle, laquelle fait fi de la complexité et de la nuance, et de plaider en faveur de l'*expérience* qui protège de la fascination pour la certitude.

Il y a un autre choix qu'entre l'acceptation d'une globalisation sans limite promise par le néolibéralisme et un néo-mercantilisme synonyme de repli sur soi, promesse l'un comme l'autre, de conflit et de chaos. « L'un des services que nous rend la lecture de Simone Weil est de ne pas nous laisser enfermer dans ce faux dilemme entre « ouverture » et « fermeture », « progressisme » et « passéisme ». la clé qu'elle nous donne pour échapper à ce piège est son concept de « milieu vital », qui loin d'opposer le besoin d'enracinement et d'ouverture, le sens de la limite et celui de la liberté, en révèle au contraire le caractère indissociable » (Supiot 2019, Introduction). Cette conviction de Simone Weil que le futur de l'homme se construit avec l'héritage du passé rejoint la préoccupation d'Hannah Arendt de combler la brèche du temps et celle d'Albert Camus de faire prévaloir l'esprit de mesure. Pourquoi, alors, comme le propose Alain Supiot, ne pas substituer au mot de *globalisation* celui de *mondialisation* en voulant par ce changement sémantique exprimer que la maîtrise des « différentes dimensions écologique, sociale et culturelle du processus de globalisation (...) requiert en toute hypothèse des dispositifs de solidarité qui articulent la solidarité nationale aux solidarités locales ou internationales » (Supiot *ibid.*).

## Références

- Allais M. (2002) : *Nouveaux Combats pour l'Europe 1995-2002, un Aveuglement Suicidaire, pour une Autre Europe*, Paris, Clément Juglar.
- Amendola M. Gaffard J-L (1988): *The Innovative Choice, An Economic Analysis of the Dynamics of Technology*, Oxford, Blackwell.
- Amendola M. Gaffard J-L (1998): *Out of Equilibrium*, Oxford, Clarendon Press.
- Amendola M. Gaffard J-L (2006): *The Market Way to Riches, Behind the Myth*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Amendola M. Gaffard J-L (2018): *Le désordre et la raison. Une économie politique de la mondialisation*, Londres, ISTE. Traduction anglaise (2019) : *Disorder and Public Concern Around Globalization*, London, ISTE & Wiley.
- Audier S. (2012) : *Néo-libéralismes. Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset.
- Arendt H. (1968) : *Between the Past and the Future*. Traduction, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.
- Barro R.J. (1996), Democracy and Growth, *Journal of Economic Growth* 1, p. 1-27.
- Camus A. (1948) : « L'exil d'Hélène » in *Œuvres complètes III*, Paris, Gallimard, La Pléiade.
- Camus A. (1958) : « Le Discours de Suède » in *Œuvres complètes IV*, Paris, Gallimard, La Pléiade.
- Canto-Sperber et alii (2003) : *Le socialisme libéral*, Paris, Éditions Esprit.
- Day R. (1995): « Rationality, Entrepreneurship, and Institutional Evolution » in J-L Gaffard et L. Punzo eds., *L'économie hors de l'équilibre*, *Revue Économique* 46 (6), p. 1473-1485.
- Dewey J. (1935) : The Future of Liberalism, in *The Collected Works of John Dewey, The Later Works (1925-1953) vol. 11* (1987), Carbondale, Southern Illinois University Press. Traduction française (2018), « L'avenir du Libéralisme » in J. Dewey *Écrits Politiques* Extraits de *The Collected Works of John Dewey*, Paris, Gallimard.
- Dockès P. (2017) : *Le Capitalisme et ses rythmes, Tome I- Sous le regard des géants*, Paris, Classiques Garnier.
- Dockès P. (2019): *Le Capitalisme et ses rythmes, Tome II- Splendeurs et misères de la croissance*, Paris, Classiques Garnier.
- Draghi M. (2024): *The Future of European Competitiveness, Part A, A competitiveness strategy for Europe, Part B In-depth analysis and recommendations*, European Commission.
- Fitoussi J-P. (2004): *La démocratie et le marché*, Paris, Grasset.
- Gaffard J-L (2012) : *La Croissance Économique*, Paris, Armand Colin.
- Gaffard J-L (2023) : *Instabilité et résilience des économies de marché*, Paris, Classiques Garnier.
- Galbraith J.K. (2008): *The Predator State*, Free Press. Traduction française (2009) : *L'État prédateur*, Paris, Le Seuil.
- Gauchet M. (2007) : *La crise du libéralisme 1880-1914, l'avènement de la démocratie II*, Paris, Gallimard
- Georgescu-Roegen N. (1971): *The entropy law and the economic process*, Cambridge Mass., Harvard University Press.

- Gomory R.E., Baumol W.J. (2000): *Global Trade and Conflicting National Interest*, Cambridge Mass., MIT Press.
- Hicks J.R. (1973): *Capital and Time*, Oxford, Clarendon Press.
- Kaldor N. (1972): 'The Irrelevance of Equilibrium Economics', *Economic Journal* (82). Reprinted in Kaldor N. (1978): *Further Essays on Economic Theory*, London: Duckworth.
- Karsenti B. (2013): *D'une philosophie à l'autre*, Paris, NRF Essais Gallimard.
- Karsenti B. (2019): « Comment lire nos populismes », *Politika*, 7 juin.
- Keynes J.M (1926): 'The End of Laissez-faire', réédité in J.M Keynes (1972): *Essays in Persuasion* Collected Writings IX, London: Macmillan. Traduction française in J.M. Keynes (2002) : *La pauvreté dans l'abondance*, Paris : Gallimard.
- Keynes J.M (1939): *The General Theory of Employment, Interest and Money*, London, Macmillan (Edition 1973).
- Keynes J.M (1939): « Democracy and Efficiency », *New Statesman and Nation*, 17 (January 28).
- Krugman P. (1979): Increasing Returns, Monopolistic Competition, and International Trade, *Journal of International Economics*, 9, 460-479.
- Letta E. (2024): *Much More Than a Market-Speed, Security, Solidarity: Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU citizens*, Report to European Concilium.
- March James (1962): « The Business Firm as a Political Coalition », *The Journal of Politics* 24 (4), 662-678.
- Mayer C. (2013): *Firm Commitment*, Oxford, Oxford University Press.
- Mokyr J. (2017) : *A Culture of Growth, The Origins of Modern Economy*, Princeton, Princeton University Press. Traduction française (2019), *La culture de la croissance, Les origines de l'économie moderne*, Paris, Gallimard.
- Orain A. (2024) : *Le Monde Confisqué, Essai sur le capitalisme de la finitude XVI<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Flammarion.
- Richardson G.B. (1960) : *Information and Investment, A study in the working of the competitive economy*, Oxford : Oxford University Press. Reed.1990
- Rodrik D. (2011): *The Globalization Paradox*, New-York, Norton & Cie.
- Rodrik D. (2017): The Trouble with Globalization, *The Milken Institute Review*.
- Schumpeter J.A. (1934) : *The Theory of Economic Development*, Harvard University Press
- Schumpeter J.A. (1942): *Capitalism, Socialism, and Democracy*, New York, Harper & Row. Traduction française, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Payot.
- Shonfield Andrew (1965), *Modern Capitalism, The Changing Balance of Public and Private Power*, Oxford, Oxford University Press. Traduction Française (1969), *Le Capitalisme aujourd'hui, l'État et l'entreprise*, Paris, Gallimard.
- Slobodian Q. (2023) : *Crack-up Capitalism. Market Radicals and the Dream of a World Without Democracy*, Allen Lane. Traduction française (2024) : *Le capitalisme de l'apocalypse, ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Paris, Le Seuil.

Smith A. (1776) : *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, Oxford, Clarendon Press (Edition 1976).

Stiegler B. (2019) : *Il faut s'adapter. Sur un nouvel impératif politique*, Paris, NRF Essais Gallimard.

Stiglitz J.E. (2002) : *Globalization and its Discontent*, New York, Norton. Traduction française (2002) : *La grande désillusion*, Paris, Fayard.

Stiglitz J.E. (2008) : *The End of Neoliberalism*, *Project Syndicate*.

Stiglitz J.E. (2024) : *The Road to Freedom. Economics and the Good Society*, New-York, Pinguin. Traduction française (2025) : *Les routes de la liberté*, Paris, Les Liens qui Libèrent.

Supiot A. (2013) : *Grandeur et Misère de l'État social*, Paris, Collège de France – Fayard.

Supiot A. sous la direction de. (2019) : *Mondialisation ou globalisation ? Les leçons de Simone Weil*, Paris, Collège de France, OpenEdition books.

Young A. (1928) : *Increasing Returns and Economic Progress*, *Economic Journal* 38: 527-542.



## ABOUT OFCE

---

The Paris-based Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), or French Economic Observatory is an independent and publicly-funded centre whose activities focus on economic research, forecasting and the evaluation of public policy.

Its 1981 founding charter established it as part of the French Fondation nationale des sciences politiques (Sciences Po) and gave it the mission is to “ensure that the fruits of scientific rigour and academic independence serve the public debate about the economy”. The OFCE fulfils this mission by conducting theoretical and empirical studies, taking part in international scientific networks, and assuring a regular presence in the media through close cooperation with the French and European public authorities. The work of the OFCE covers most fields of economic analysis, from macroeconomics, growth, social welfare programmes, taxation and employment policy to sustainable development, competition, innovation and regulatory affairs.

## ABOUT SCIENCES PO

---

Sciences Po is an institution of higher education and research in the humanities and social sciences. Its work in law, economics, history, political science and sociology is pursued through [ten research units](#) and several crosscutting programmes.

Its research community includes over [two hundred twenty members](#) and [three hundred fifty PhD candidates](#). Recognized internationally, their work covers [a wide range of topics](#) including education, democracies, urban development, globalization and public health.

One of Sciences Po's key objectives is to make a significant contribution to methodological, epistemological and theoretical advances in the humanities and social sciences. Sciences Po's mission is also to share the results of its research with the international research community, students, and more broadly, society as a whole.

## PARTNERSHIP

---